

## BURUNDI

# Des appels à rejoindre la résistance

**On craint une nouvelle spirale incontrôlable au Burundi, où le mouvement RED-Tabara appelle tous les Burundais à la lutte armée.**

Un groupe armé burundais opposé au président Pierre Nkurunziza a appelé lundi tous les Burundais, de l'intérieur et de la diaspora, à se joindre à «*la résistance armée*» pour protéger la population «*contre la barbarie meurtrière du pouvoir tyrannique en place à Bujumbura*», au lendemain du report de l'envoi d'une force de maintien de la paix au Burundi, en proie à une grave crise politique.

Le mouvement de la Résistance pour un Etat de droit au Burundi (RED-Tabara), l'un des deux groupes armés récemment créés par des opposants, s'est déclaré dans un communiqué «*profondément déçu*» par le refus de l'Union africaine (UA) de déployer une Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (Maprobu, qui devait compter 5 000 hommes), évoquant un peuple bu-

rundais «*en danger d'extermination par un pouvoir sans foi ni loi*».

Réunis en sommet ce week-end à Addis-Abeba, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont choisi de privilégier la discussion avec Bujumbura et de surseoir à l'envoi de cette «*mission de stabilisation*», dont le principe avait pourtant été acté mi-décembre par l'UA.

«*Pour l'UA, le déploiement de cette force de protection doit requérir préalablement l'aval du despote Pierre Nkurunziza. Une autorisation qu'il n'accordera jamais*», dénonce le porte-parole de RED-Tabara, David Ihotorihirwa, dans ce communiqué obtenu par l'agence Belga.

«*L'échec de ce sommet signifie que la résistance armée pour un Etat de droit au Burundi devient légitime et une obligation*», ajoute le texte.

«*Il nous appartient donc d'user de nos propres forces pour protéger les Burundais contre la barbarie meurtrière du pouvoir tyrannique en place à Bujumbura*», poursuit la rébellion.

## Une « noble obligation »

Le mouvement RED-Tabara lance dès lors un «*appel solennel et pressant à tous les Burundais en général, à la diaspora en particulier et aux vrais amis du Burundi*» afin «*qu'ils contribuent à cette*

*lutte armée que vient de nous imposer Pierre Nkurunziza*».

«*Un effort de guerre devient une noble obligation*», conclut le mouvement rebelle, qui affirme s'opposer, tout comme les Forces républicaines du Burundi (Forebu), qui ont vu le jour en décembre dernier.

Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis l'annonce fin avril de la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat controversé et la communauté internationale craint une nouvelle spirale incontrôlable dans ce petit pays de la région des Grands Lacs, à l'histoire post-coloniale jalonnée de massacres entre majorité hutue et minorité tutsi.

Les violences actuelles ont déjà fait plus de 400 morts et contraint à l'exil plus de 200 000 personnes, selon l'ONU. ■